

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

IP/N/1/FRA/G/2

12 juillet 1996

(96-2723)

Conseil des aspects des droits de propriété
intellectuelle qui touchent au commerce

Original: français

PRINCIPALES LOIS ET REGLEMENTATIONS CONSACREES A LA PROPRIETE INTELLECTUELLE NOTIFIEES AU TITRE DE L'ARTICLE 63:2 DE L'ACCORD

France

Le présent document contient le texte des lois et réglementations ci-après¹, notifiées par la France au titre de l'article 63:2 de l'Accord (voir le document IP/N/1/FRA/1):

Page

- | | |
|--|---|
| - Décret n° 68-807 du 13 septembre 1968 abrogeant des dispositions législatives relatives au vin et portant règlement d'administration publique pour l'application de la Loi du 1er août 1905 sur la répression des fraudes en ce qui concerne les vins (JORF du 15 septembre 1968) modifié par le Décret n° 95-538 du 4 mai 1995 (JORF du 6 mai 1995) | 2 |
| - Décret n° 79-756 du 4 septembre 1979 portant les conditions de production des vins de pays | 4 |

¹Français seulement.

15 Septembre 1968

JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

Décret n° 68-807 du 13 septembre 1968 abrogeant des dispositions législatives relatives au vin et portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes en ce qui concerne les vins.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre de l'économie et des finances et du ministre de l'agriculture,

Vu la loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes complétée et modifiée ;

Vu la loi du 1^{er} janvier 1930 sur les vins, et notamment ses articles 2 et 7 ;

Vu le décret du 19 août 1921 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi susvisée du 1^{er} août 1905 en ce qui concerne les vins, les vins mousseux et les eaux-de-vie, modifié et complété ;

Vu le décret du 8 février 1930 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 1^{er} janvier 1930 sur les vins ;

Vu le décret n° 64-453 du 26 mai 1964 relatif à l'organisation du vignoble et à l'amélioration de la qualité de la production viticole, et notamment son article 6 ;

Vu le décret n° 64-902 du 31 août 1964 relatif à la production viticole et à l'organisation du marché du vin, modifié et complété ;

Vu le code annexé au décret du 1^{er} décembre 1936 portant codification des dispositions législatives et réglementaires relatives à l'assainissement du marché du vin ;

Vu l'article 37 de la Constitution ;

Le Conseil d'Etat entendu,

Décrète :

Art. 1^{er}. — L'article 2 de la loi du 1^{er} janvier 1930 et l'article 24 du décret du 30 juillet 1935 (art. 304 du code du vin) sont abrogés.

Art. 2. — Les vins autres que de coupage, propres à la consommation, et dont soit le titre alcoométrique centésimal est inférieur à 9,5 degrés (alcool acquis), soit la somme du nombre indiquant le titre alcoométrique et du nombre exprimant l'acidité fixe par litre (évaluée en grammes d'acide sulfurique monohydraté) est inférieure à 12,5, ne peuvent circuler en vue de la vente, être mis en vente ou vendus que si l'indication soit du lieu de leur production, soit de l'appellation d'origine à laquelle ils ont droit figure clairement sur les récipients, factures et pièces de régie.

En aucun cas, la désignation du lieu de production prescrite à l'alinéa précédent ne devra créer une confusion avec une appellation d'origine. Cette indication devra être libellée de la façon suivante : « Vin provenant de ». Le lieu de production sera désigné par le nom du canton sauf dans le cas où ce nom constituerait une appellation d'origine. Dans ce dernier cas, le nom de la commune sera employé, à moins qu'il ne constitue lui-même une appellation d'origine. Dans cette dernière hypothèse et sous la même réserve, on utilisera un nom de localité figurant au cadastre, suivi du nom du département.

Pour les vins à appellation d'origine contrôlée, il ne peut être employé sur les factures, étiquettes, estampes et autres marques extérieures d'autre désignation géographique en dehors du nom du cru que celle de l'appellation contrôlée.

Art. 3. — L'alinéa 1^{er} de l'article 3 du décret du 8 février 1930 (alinéa 1 de l'article 305 du code du vin) est abrogé.

Dans l'alinéa 2 du même article (alinéa 3 de l'article 305 du code du vin), sont supprimés les mots « comme il est dit au paragraphe précédent ».

Art. 4. — L'intitulé de la section II du chapitre IV du titre V du code annexé au décret susvisé du 1^{er} décembre 1936 est ainsi modifié :

« Vins de provenance déterminée. »

L'intitulé de la section III des mêmes chapitre et titre est ainsi modifié :

« Dispositions communes aux vins à appellation d'origine et aux vins de provenance déterminée. »

Art. 5. — Seuls peuvent être détenus en vue de la vente, circuler, être mis en vente ou vendus sous la dénomination « Vin de pays », qui devra être suivie du nom du département de production, les vins qui, à la fois :

satisfaire les vins de pays seront celles fixées par l'article 26 B du décret n° 64-902 du 31 août 1964, complété par le décret n° 65-796 du 20 septembre 1965 et le décret n° 67-102 du 6 février 1967 ;

2° Ont été produits à l'intérieur d'un même département.

Art. 6. — Par dérogation aux dispositions du 2° de l'article 5, le ministre de l'agriculture, sur proposition de l'institut des vins de consommation courante, pourra déterminer des zones de production dont le nom se substituera, le cas échéant, pour les vins de pays qui y auront été produits, aux noms du ou des départements compris dans ladite zone.

Art. 7. — Pour les vins mentionnés aux articles 5 et 6 du présent décret, le nom du département ou de la zone de production figurera sur tous récipients, factures et pièces de régie. Il ne doit pas créer de confusion avec celui d'une appellation d'origine.

Art. 8. — Toute personne faisant le commerce en gros des vins de pays définis aux articles précédents est soumise à la tenue d'un compte spécial d'entrées et de sorties.

Art. 9. — Le dernier alinéa de l'article 4 du décret du 19 août 1921 modifié (art. 253, 5^e alinéa, du code du vin) est remplacé par l'alinéa suivant :

« Toutefois, l'indication du titre alcoolique n'est pas obligatoire pour les vins expédiés en fûts ou les vins en bouteilles capsulées ou cachetées portant soit le nom d'une appellation d'origine contrôlée, conformément au décret du 30 juillet 1935, soit la dénomination « Vin délimité de qualité supérieure » prévue à l'article 14 du décret n° 55-671 du 20 mai 1955, soit l'appellation d'origine « Vin nature de la Champagne » visée par la loi n° 53-307 du 10 avril 1953, soit la dénomination « Vin de pays ».

Art. 10. — Nonobstant les dispositions de l'article 5 ci-dessus et jusqu'au 31 décembre 1969, pourront continuer d'être vendus sous la dénomination « Vin de pays », les vins susceptibles, avant l'entrée en vigueur du présent décret, d'être commercialisés sous ladite dénomination.

Art. 11. — Le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de l'économie et des finances et le ministre de l'agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 13 septembre 1968.

MAURICE COUVE DE MURVILLE.

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'agriculture,
ROBERT BOULIN.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
RENÉ CAPITANT.

Le ministre de l'économie et des finances,
FRANÇOIS ORTOLI.

6 mai 1995

JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Décret n° 95-538 du 4 mai 1995
relatif aux vins de pays

NOR: ECOC9500053D

Le Premier ministre,
Sur le rapport du ministre de l'économie et du ministre de
l'agriculture et de la pêche,
Vu le code de la consommation ;
Vu le règlement (CEE) n° 822/87 du 16 mars 1987 relatif à
l'organisation commune du marché du vin ;
Vu le décret n° 68-807 du 13 septembre 1968 pris pour
l'application de la loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des
fraudes en ce qui concerne les vins ;
Le Conseil d'Etat (section des finances) entendu,

Décète :

Art. 1^{er}. – Le premier tiret de l'article 5 du décret du 13 sep-
tembre 1968 susvisé est modifié comme suit :

« – sous la dénomination " Vin de pays " suivie du nom d'un
département, les vins produits dans ce département et qui
répondent aux conditions fixées par décrets des ministres
de l'économie, du budget et de l'agriculture et de la
pêche. Toutefois, cette dénomination ne peut être utilisée
pour les vins produits dans les départements suivants :
Aube, Bas-Rhin, Côte-d'Or, Gironde, Haut-Rhin, Marne,
Rhône. »

Art. 2. – Le ministre de l'économie, le ministre du budget et
le ministre de l'agriculture et de la pêche sont chargés, chacun
en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera
publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 4 mai 1995.

EDOUARD BALLADUR

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'économie,
EDMOND ALPHANDÉRY

Le ministre du budget,
NICOLAS SARKOZY

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,
JEAN ZUBCH

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

Décret n° 79-755 du 4 septembre 1979 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 1^{er} août 1905 sur les fraudes et falsifications en matière de produits ou de services en ce qui concerne les vins.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre du budget et du ministre de l'agriculture,

Vu le règlement (C. E. E.) n° 337-79 du conseil du 5 février 1979 portant organisation commune du marché vitivinicole ;

Vu le code général des impôts, et notamment ses articles 407 et 408 ;

Vu la loi du 1^{er} août 1905 modifiée sur les fraudes et falsifications en matière de produits ou de services, ensemble le décret du 19 août 1921 portant règlement d'administration publique pour l'application de ladite loi en ce qui concerne les vins, vins mousseux et eaux-de-vie modifié et complété, et le décret n° 68-807 du 13 septembre 1968 modifié portant règlement d'administration publique pour l'application de la même loi en ce qui concerne les vins ;

Vu l'article 21 du décret n° 63-766 du 30 juillet 1963 sur l'organisation et le fonctionnement du Conseil d'Etat ;

Le Conseil d'Etat (section des travaux publics) entendu,

Décète :

Art. 1^{er}. — L'article 5 du décret du 13 septembre 1968 modifié est modifié comme suit :

Article 5.

Seuls peuvent être détenus en vue de la vente, circuler, être mis en vente ou vendus :

— sous la dénomination « Vin de pays » suivie du nom d'un département, les vins produits dans ce département et qui répondent à des conditions fixées par décrets pris sur le rapport du ministre de l'agriculture et du ministre du budget ;

— sous la dénomination « Vin de pays » suivie du nom d'une zone spécifique de production, lequel peut être le nom d'un département, les vins produits dans cette zone et qui répondent à des conditions fixées par décrets pris comme il est dit ci-dessus, après avis des syndicats représentatifs des producteurs intéressés et du conseil de direction de l'office national interprofessionnel des vins de table.

Les conditions mentionnées à l'alinéa précédent portent sur le rendement à l'hectare, l'encépagement, le titre alcoométrique volumique, les critères analytiques et l'examen organoleptique auxquels ces vins doivent satisfaire.

L'article 6 du même décret est abrogé.

Art. 2. — A titre transitoire, jusqu'à l'intervention des décrets prévus à l'article 5 nouveau du décret du 13 septembre 1968 modifié et au plus tard jusqu'au 31 décembre 1980, les vins produits dans une zone particulière ayant fait l'objet d'une délimitation par arrêté pourront conserver la dénomination « Vin de pays » suivie du nom de cette zone.

Art. 3. — Le décret du 29 novembre 1973 modifié fixant les conditions de production des vins de pays est abrogé.

Art. 4. — Le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre du budget et le ministre de l'agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 4 septembre 1979.

RAYMOND BARRE.

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'agriculture,
PIERRE MÉHAIGNERIE.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
ALAIN PEYREFITTE.

Le ministre du budget,
MAURICE PAPON.

Décret n° 79-756 du 4 septembre 1979
fixant les conditions de production des vins de pays.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre du budget et du ministre de l'agriculture,

Vu le règlement (C. E. E.) n° 337-79 du conseil du 5 février 1979 portant organisation commune du marché vitivinicole ;

Vu la loi modifiée du 1^{er} août 1905 sur les fraudes et falsifications en matière de produits ou de services ;

Vu le code général des impôts, notamment ses articles 407 et 408 ;

Vu le décret modifié n° 68-807 du 13 septembre 1968 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 1^{er} août 1905 sur les fraudes et falsifications en matière de produits ou de services,

Décète :

Art. 1^{er}. — Indépendamment des dispositions prises en vertu du deuxième tiret de l'article 5 du décret susvisé du 13 septembre 1968, le bénéfice de la dénomination « Vin de pays » suivie du nom du département ou de celui d'une zone spécifique de production est accordé aux vins qui satisfont aux conditions suivantes :

Etre produits à l'intérieur d'un même département ou d'une zone spécifique de production définie conformément au deuxième tiret de l'article 5 du décret du 13 septembre 1968 ;

Provenir d'exploitations dont le rendement à l'hectare n'exécède pas 100 hectolitres et, au sein de ces exploitations, dans la limite d'un rendement de 90 hectolitres à l'hectare, de superficies complantées uniquement en cépages recommandés ;

Présenter un titre alcoométrique volumique naturel total supérieur ou égal à 9 ° pour les vins produits dans la zone viticole B, à 9,5 ° pour les vins produits dans la zone viticole C I, et à 10 ° pour les vins produits dans les zones viticoles C II et C III. Lorsque les conditions climatiques l'ont rendu nécessaire, le titre alcoométrique volumique naturel total peut être modifié par arrêté du ministre de l'agriculture, après avis du conseil de direction de l'office national interprofessionnel des vins de table ;

Ne pas contenir plus de 125 mg d'anhydride sulfureux total par litre pour les vins rouges, 150 mg pour les vins blancs et rosés ; toutefois, pour les vins contenant une quantité de sucre supérieure ou égale à 5 grammes par litre, la quantité d'anhydride sulfureux total par litre pourra être portée à 150 mg pour les vins rouges et à 175 mg pour les vins blancs et rosés ;

Ne pas accuser, lors de leur agrément, une acidité volatile supérieure à 0,4 gramme par litre, exprimée en acide sulfurique et correspondant à 8,16 millièmes de valence-gramme par litre, ou à 0,5 gramme par litre correspondant à 10,2 millièmes de valence-gramme par litre pour les vins ne contenant plus d'acide malique ;

Avoir satisfait aux examens organoleptique et analytique prévus à l'article 6 ci-dessus.

8 Septembre 1979

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

Art. 2. — Les vendanges destinées à la production d'un vin de pays et le vin qui en est issu doivent être identifiés suivant leur provenance géographique et séparés des vendanges et des vins ne répondant pas aux conditions de production et de provenance du vin de pays concerné.

Art. 3. — Outre les énonciations prévues aux articles 407 et 408 du code général des impôts et à l'article 12 du code du vin, les déclarations prévues auxdits articles doivent indiquer, pour chaque dénomination, les quantités de vin pour lesquelles cette dénomination de « vin de pays » est revendiquée ainsi que les superficies correspondantes.

Dans ce cas, une déclaration indiquant la composition de l'encépagement des superficies est jointe à la déclaration de récolte.

Art. 4. — Indépendamment des énonciations devant figurer dans les déclarations de récolte souscrites par leurs adhérents, les coopératives de vinification doivent mentionner dans la déclaration de production prévue à l'article 32 du décret susvisé du 31 août 1964, pour chaque dénomination, les quantités de vin pour lesquelles cette dénomination de « vin de pays » est revendiquée.

Art. 5. — Les organismes professionnels chargés, pour chaque « vin de pays », des tâches définies ci-après sont agréés, après avis du conseil de direction de l'office national interprofessionnel des vins de table, par arrêté du ministre de l'agriculture. Cet arrêté porte notamment approbation du protocole de dégustation présenté par chaque organisme professionnel candidat à l'agrément.

En vue d'obtenir le droit d'utiliser une dénomination de « vin de pays » pour des vins de table qu'ils ont produits, les viticulteurs en effectuent la demande auprès de l'organisme professionnel ainsi agréé.

Cette demande précise :

Leurs nom et adresse ou la dénomination sociale de leur exploitation ainsi que l'adresse et le numéro d'immatriculation de celle-ci ;

Le volume de vin de table récolté et celui pour lequel est sollicitée la dénomination de « vin de pays ».

Elle est complétée :

Par une analyse des vins concernés, effectuée depuis moins de quinze jours par un laboratoire agréé par le service de la répression des fraudes et du contrôle de la qualité ;

Par un duplicata de la déclaration de récolte ;

Par un duplicata de la déclaration d'encépagement, visée à l'article 3 ci-dessus.

Elle doit être adressée avant le 1^{er} mars au délégué régional de l'office national interprofessionnel des vins de table et à l'organisme professionnel agréé. Ce dernier vérifie avant la dégustation que les vins pour lesquels la dénomination est revendiquée satisfont aux conditions prévues par l'article 1^{er} du présent décret.

Art. 6. — L'organisme professionnel agréé a la charge d'organiser la dégustation des vins : celle-ci s'effectue en présence du représentant de l'office national interprofessionnel des vins de table, conformément au protocole approuvé par l'arrêté d'agrément.

Un représentant du service de la répression des fraudes et du contrôle de la qualité et un représentant de la direction générale des impôts sont invités à assister aux travaux de l'organisme professionnel agréé.

Art. 7. — L'agrément des vins de pays est prononcé, au vu des éléments du dossier et des résultats de la dégustation, par le directeur de l'office national interprofessionnel des vins de table. Celui-ci notifie la décision au demandeur et en adresse copie à l'inspecteur départemental de la répression des fraudes et du contrôle de la qualité ainsi qu'au service local de la direction générale des impôts.

Les litiges peuvent être soumis dans un délai de quinze jours à une commission nationale siégeant en appel auprès de l'office national interprofessionnel des vins de table et désignée par le directeur de cet organisme.

Art. 8. — Le ministre du budget et le ministre de l'agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 4 septembre 1979.

RAYMOND BARRE.

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'agriculture,
PIERRE MÉHAIGNERIE.

Le ministre du budget,
MAURICE PAPON.